



Communiqué

Le 3 novembre 2011, nous étions 10 000 sapeurs-pompiers professionnels à manifester à Paris entre République et Denfert Rochereau, pour dénoncer l'absence de dialogue social du gouvernement et exiger le retrait du protocole sur la réforme de notre filière signé avec des organisations minoritaires et une association non représentative de la profession. Nous avons été exemplaires dans la dignité qui a marqué cette manifestation malgré les diverses provocations orchestrées par le Ministère de l'Intérieur.

Le gouvernement a fait le choix du mépris en refusant d'associer, malgré cette forte mobilisation, nos organisations représentatives à la négociation, en refusant d'utiliser les délais prévus par le préavis de grève pour trouver une issue au conflit.

Jamais une telle situation n'avait encore existée depuis la création de la Fonction Publique Territoriale.

Aujourd'hui, malgré de nombreuses interventions de nos organisations syndicales, malgré de nombreuses interrogations écrites et orales de nos parlementaires, députés et sénateurs, auprès du ministre de l'intérieur, le gouvernement veut passer en force les projets de décret destructeurs de notre filière.

UN DENI DE DEMOCRATIE !

Nous ne pouvons que réagir devant un tel mépris !

Le 1^{er} février Jour de la Conférence Nationale des Services d'Incendies et de Secours, un préavis national de grève de 24 heures a été déposé par l'intersyndicale pour bien marquer notre désaccord avec les textes présentés dans cette instance ! Des initiatives locales seront organisées notamment celle prévue dans l'Oise, département et SDIS dirigé par Yves ROME, Président de la CNIS.

Un préavis de grève reconductible a également été déposé du **2 au 15 février**.

Le 15 février nous appelons tous les sapeurs pompiers professionnels à **une manifestation nationale à Paris**, mais aussi à organiser localement des actions pour exiger le retrait des décrets présentés ce jour-là au Conseil Supérieur de la fonction Publique Territoriale issus du protocole d'accord signé entre le gouvernement et la « dynamique des acteurs de la Sécurité civile ».

Contre le mépris !

Contre l'ignorance !

Contre cette réforme désastreuse !

Le 15 février mobilisons nous à PARIS pour ceux qui le pourront et Localement pour les autres !!
15 jours pour faire reculer le gouvernement.